

Non à l'Europe Forteresse Oui à un accueil digne des migrant.e.s

A l'occasion des élections européennes la politique migratoire a été mise sur le devant de la scène comme si «le» problème de l'union européenne était les migrants.

C'est la politique européenne qui pose problème

C'est la lutte contre les migrations qui nous coûte chère. La mise en place de la police européenne anti-migration : Frontex en est un exemple. Entre les personnels permanents et les renforts des états elle devrait passer à 10 000 personnes. Avec comme seul résultat de rendre les routes migratoires de plus en plus difficiles et de plus en plus mortelles. Faisant la part belle aux mafias criminelles des passeurs.

Il n'y a pas «d'invasion»

C'est bien la politique de fermeture des frontières qui pose problème et non la soi-disante invasion. Contrairement à ce que clame l'extrême droite (et pas qu'elle), les flux migratoires n'ont pas changé ces 50 dernières années. Ils représentent environ 3% de la population mondiale. Dans leur très grande majorité les migrants migrent dans leur propre pays (vers une zone moins dangereuse) ou dans un pays frontalier. Ce sont les pays dits en voie de développement qui accueillent le plus de migrants et non les pays dits développés comme ceux de l'Europe.

Les migrant.e.s, boucs émissaires désigné.e.s

La recette est partout la même. La seule réponse des gouvernants face à la crise économique et aux sociétés qui vont mal c'est de désigner l'étranger comme responsable de tous nos maux. Il s'agit de détourner le mécontentement contre les migrants. Tout cela favorise la montée du racisme et des nationalismes pour en faire le fonds de commerce de l'extrême droite et du populisme.

Ni murs ni barbelés

Aucun mur n'empêchera les migrations. Il ne fait qu'en rendre le coût humain et financier plus élevé. Aujourd'hui plus de 3 millions de français vivent à l'étranger sans difficultés particulières. Ils peuvent aller et revenir sans difficultés. La réciproque doit-être possible. L'union européenne forte de ses plus de 500 millions d'habitants peut accueillir sans péril des hommes et des femmes, contraints de partir à cause des guerres, des persécutions, de la montée des eaux ; de la famine ou qui veulent tout simplement changer d'air.

Poitiers le 05/06/2019

Nous dénonçons la banalisation inacceptable des discours xénophobes et des actes racistes ;

Nous exigeons contre l'Europe forteresse, l'accueil des migrant.e.s dans des conditions dignes et la régularisation des sans-papiers ; le retrait de la loi « asile et immigration » du 10-09-2018 ; la prise en charge des mineurs non accompagnés.

Quels que soient sa nationalité, sa situation administrative, son âge, son sexe, aucune personne ne doit se retrouver à la rue.

à Poitiers

DNSI, comme toutes les associations de solidarité, est de plus en plus sollicité par des personnes ou des familles qui se retrouvent à la rue, « bénéficiaire » du 115 une fois ou deux par semaine.

Cette situation est indigne et ne respecte pas la loi qui dit que : « toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès à tout moment à un dispositif d'hébergement d'urgence » (art. L.345-2 -2 du Code de l'Action Sociale et des Familles)

DNSI demande à Madame la Préfète : de faire respecter la loi et de prendre en urgence des mesures pour assurer de manière permanente un accueil digne de toutes les personnes à la rue et de prévoir la création des places nécessaires, en Centre d'Hébergement ou en logements dispersés, pour répondre aux besoins.

DNSI interpelle les député.e.s qui votent des lois mais aussi des budgets qui ne permettent pas d'appliquer ces lois...

DNSI s'adresse aussi à la municipalité de Poitiers qui peut s'impliquer pour répondre à la détresse sociale sur le territoire de la commune, alors qu'il existe de nombreux logements vides dont certains pourraient être mis à disposition du «115».